



Déclaration de la FNEC-FP **FO** au CHSCT du 14 janvier 2022

Monsieur le président du CHSCT D, Mesdames et messieurs les membres du CHSCT D,

Depuis mars 2020, lors des réunions de CHSCT départemental, nous dénonçons la politique de ce gouvernement qui va de pair avec un total désengagement de l'Etat en matière de santé et de sécurité des salariés.

Tandis que le président de la République comme ses ministres multiplient les envolées grossières et mensongères dans les médias pour faire écran de fumée, la dislocation de l'hôpital public, de l'école publique et des droits des salariés va bon train.

Trois "protocoles" en moins de 10 jours, un nouveau cap dans l'incompétence et le mépris des personnels notamment des directeurs vient d'être atteint.

Il aurait été sage que notre administration départementale n'en rajoute pas : « *L'offre complémentaire pour la réalisation de tests antigéniques auprès des élèves (...)* » adressée directement par mail aux familles, sans passer par les canaux de communication habituels a été vécue par beaucoup de directeurs comme une humiliation. Il nous semble que c'est une première : Monsieur le directeur académique ne fait-il plus confiance aux directeurs mayennais pour appliquer ses consignes ? Cette communication hasardeuse n'a fait que rajouter de la colère, de la pagaille et de l'incompréhension au capharnaüm existant !

Ces multiples revirements et changements n'ont clairement qu'un objectif : permettre l'accueil des enfants à l'école, à moindre coût, en donnant l'illusion d'une protection des usagers comme des personnels. Oui, pour nous, il s'agit bien d'accueillir quand on fait appel à des étudiants bac +2, à des retraités pour remplacer des enseignants placés à l'isolement pour cause de COVID. Encore et toujours du mépris.

Alors, pour ce qui est de l'obligation de protection de la santé des personnels, obligation qui incombe au ministre Blanquer, nous n'avons aucune illusion... Il faudra bientôt un pass-vaccinal pour aller boire un café (assis), mais une simple attestation sur l'honneur suffit pour rentrer dans les établissements scolaires !

Un avis du CHSCT adopté en mai 2020 demandait que tous les personnels amenés à fréquenter un service ou un établissement scolaire, soient équipés en masques FFP2. Où sont ces équipements de protection indispensables que bien des personnels s'achètent sur leurs propres frais ?

Monsieur le ministre déclarait mardi dernier : « *le haut conseil de santé publique dit que ce n'est pas souhaitable. J'aimerais pouvoir les distribuer* » De qui se moque-t-on ?

N'est-ce pas ce même ministre qui vient de rendre 75 millions d'euros à Bercy il y a quelques semaines, alors qu'il avait déjà redonné plus de 600 millions d'euros en 2020 ?

N'est-ce pas ce même ministre qui maintient nos collègues AESH sous le seuil de pauvreté ?

N'est-ce pas ce même ministre qui refuse d'ouvrir les listes complémentaires pour un recrutement de personnels sous statut, formés, qualifiés qui permettrait de répondre à l'urgence actuelle ?

Hier, nous étions des dizaines et des dizaines de milliers d'agents de l'Education Nationale en grève et dans la rue pour protester contre ces politiques de dislocation de la Fonction Publique, et pour revendiquer les moyens urgents pour l'école. Les IEN, les chefs d'établissements, les parents d'élèves, les personnels territoriaux étaient eux aussi présents.

Alors nous réitérons nos demandes légitimes et urgentes :

- **L'augmentation immédiate des salaires**
- **Des postes statutaires par l'ouverture immédiate des listes complémentaires**
- **Des capteurs CO2 et des purificateurs d'air dans toutes les classes**
- **Des masques FFP2 à disposition et en quantité**
- **Des dépistages effectifs et systématiques des personnels comme des élèves**
- **Des consignes et des directives claires et pérennes de notre administration**